



# Tables des matières

<b>Introduction générale</b> .....	1
Problème posé par l'étude de thèse	
Plan de recherche	
<b>1. Migrations et conflits fonciers en Afrique de l'Ouest</b> .....	13
1.1 Définition de la migration .....	13
1.2 La question de «l'étranger» ou du «migrant» et de la terre en Afrique de l'Ouest.....	13
1.3 Le peuplement de l'Afrique de l'Ouest.....	15
1.4 Le peuplement de la Côte d'Ivoire.....	16
1.4.1 La composition des différents groupes ethniques .....	19
1.5 La politique coloniale française de «mise en valeur» agricole à partir de 1920 en Côte d'Ivoire: causes et conséquences .....	23
1.5.1 La politique de migrations extérieures ou inter-territoriales et le problème de terre dans l'économie de plantation .....	28
1.5.2 La politique de migrations internes .....	33
(Conclusion partielle 1) .....	40
<b>2. La question de la propriété foncière et de propriété privée     en Afrique subsaharienne</b> .....	42
2.1 La notion de propriété .....	42
2.2 Les régimes de propriété communautaire en Afrique de l'Ouest: la présence du chef de terre et du droit à la terre.....	43
2.3 La politique coloniale domaniale et foncière de la France en Afrique francophone ...	47
2.3.1 Le système de l'immatriculation ou de la loi «Torrens» en Afrique de l'Ouest.....	49
2.3.2 Le décret du 8 octobre 1925 .....	53
2.3.3 L'échec du décret de 1925 et la naissance d'une corporation paysanne ivoirienne .....	55
2.3.3.1 La création des premiers groupements politiques ivoiriens et le début des antagonismes fonciers entre les autochtones et les migrants .....	56
2.3.4 Les décrets de 1955 et de 1956 ou la reconnaissance des droits coutumiers ...	63
(Conclusion partielle 2).....	69



<b>3. La politique d'aménagement territorial des pays africains francophones</b>	
<b>nouvellement indépendants</b> .....	71
3.1 La politique de l'État-PDCI et les reformes foncières d'entre les indépendances .....	73
3.1.1 Le code de la nationalité de 1961 .....	74
3.1.2 La loi foncière de 1962 .....	75
3.1.3 La loi foncière du 20 mars 1963 .....	75
3.2 Litiges fonciers et compétence de l'État dans le développement de l'aménagement du territoire.....	79
3.2.1 La stratégie d'intervention de l'État-PDCI.....	79
3.2.2 La politique d'aménagement régional des années 1967 et 1968: mise en place de l'ARSO et de l'AVB.....	80
3.2.3 Les actions et les objectifs de l'ARSO et de l'AVB .....	81
3.2.4 Mise en place des «Sodé» ou sociétés de développement .....	83
3.2.5 Rapports entre les différents acteurs dans l'aménagement du Sud-ouest: cas du foncier en pays bakwé .....	84
(Conclusion partielle 3).....	95
<b>4. La situation politico-sociale et foncière de la Côte d'Ivoire de 1970 à 1993</b> .....	97
4.1 La structure de la population étrangère en Côte d'Ivoire.....	98
4.2 L'intégration économique et sociale des migrants et des étrangers en Côte d'Ivoire .	99
4.3 Le dynamisme de l'économie ivoirienne à partir des années 70 : « miracle » ou « mirage » ivoirien?.....	100
4.4 La fin du miracle ivoirien et le début de la politique de l'ajustement structurel (PAS).....	102
4.4.1 Les conséquences de l'ajustement structurel .....	104
4.4.1.1 La restriction de l'emploi.....	104
4.4.1.2 La fin officielle du droit de vote des étrangers ou la suppression de la loi électorale de 1980 .....	104
4.4.1.3 L'ouverture du champ politique: l'instauration de la carte de séjour, la nomination d'Alassane Dramane Ouattara, le multipartisme et le début d'un nationalisme nouveau conclusion .....	105
(Conclusion partielle 4).....	111
<b>5. La Côte d'Ivoire de 1993 à 2000 : les rivalités politiques après le décès du président Houphouët-Boigny</b> .....	112
5.1 La notion d'«ivoirité» et ses différents impacts .....	114
5.1.1 De la politique d'Houphouétisme au concept d'« ivoirité» de Henri Konan Bédié La domination politique des Akan au concept d'ivoirité .....	114
5.1.2 La domination politique des Akan au concept d'ivoirité .....	116



5.1.3	Propagation de l'ivoirité dans les ouvrages universitaires du CURDIPHE: Analyse de deux courants de pensée .....	117
5.1.4	L'« ivoirité»: un concept à caractère ethniciste .....	120
5.1.5	Ivoirité comme idéologie d'un pouvoir d'État .....	122
5.2	Le projet du Plan Foncier Rural(PFR) et l'élaboration d'une nouvelle loi de gestion foncière .....	129
5.2.1	Le PFR et ses objectifs .....	130
5.2.2	La méthodologie du PFR: mise en œuvre des comités villageois de gestion foncière (CVGF).....	132
5.3	La loi foncière de 1998 et ses différentes interprétations.....	133
5.4	Les interprétations de la loi foncière de 1998 par les partis politiques ivoiriens.....	138
5.5	Le décret foncier du 13 octobre 1999: la procédure de délivrance du certificat foncier .....	143
5.6	Les acteurs politiques ivoiriens et leur interprétation de l'identité nationale.....	147
5.6.1	Guëi et le concept d'ivoirité .....	148
5.6.2	La politique de la Refondation du FPI et sa position sur l'identité nationale ...	157
5.6.2.1	Les vérités contradictoires d'Alassane Ouattara et l'implication probable du coup d'État manqué de 1999 et 2002 .....	162
5.6.2.2	La rencontre politique de Yamoussokro et l'adoption des résolutions ..	165
	(Conclusion partielle 5).....	169
<b>6.</b>	<b>Le coup d'État du 19 septembre 2002 et les différentes représentations de la crise</b> .	<b>174</b>
6.1	Les Forces Nouvelles .....	174
6.2	Les mouvements de résistances et patriotiques.....	175
6.3	Influence des nouveaux acteurs politiques et organisations internationales et régionales dans la crise ivoirienne.....	176
6.3.1	Le rôle et la position de la France à travers la Force LICORNE.....	176
6.3.1.1	Les raisons de l'inapplication de l'accord de défense du 24 avril 1961 dans la crise ivoirienne de 2002 .....	180
6.3.2	Les premiers accords politiques: Dakar, Lomé et Linas-Marcoussis .....	182
6.3.2.1	Les ambiguïtés de l'accord de Marcoussis.....	183
6.3.3	La création et le rôle de la CEDEAO dans la crise ivoirienne .....	188
6.3.3.1	La création de la CEDEAO.....	188
6.3.3.2	Le rôle de la CEDEAO dans la crise ivoirienne .....	188
6.3.4	L'implication de l'ONU dans la crise ivoirienne .....	190
6.3.4.1	La légitimation de l'intervention française par la communauté internationale.....	190
6.3.5	La deuxième phase des accords politiques et militaires .....	191
6.3.5.1	L'accord de Pretoria du 6 avril 2005 et la question militaire .....	191



6.3.5.2	L'accord de Yamoussokro du 9 juillet 2005 et l'applicabilité du DDR	194
6.3.5.3	La structure des deux forces en présence: FANCI et FAFN	195
6.3.5.3.1	L'armée de Côte d'Ivoire	195
6.3.5.3.2	Les Forces Armées des Forces Nouvelles	197
6.3.5.4	Le rôle de l'ONUCI dans la crise	197
6.3.5.5	L'accord politique de Ouagadougou(APO): pacte Gbagbo et Forces Nouvelles	199
6.3.5.6	La crise postélectorale et son impact sur le foncier dans l'ouest et l'est forestier de la Côte d'Ivoire	201
(Conclusion partielle 6)		205
<b>7.</b>	<b>Propositions pour une gestion du foncier rural en Côte d'Ivoire</b>	<b>206</b>
7.1	Perspectives	217
<b>8.</b>	<b>Littérature</b>	<b>227</b>
8.1	Site électronique (Internet): Revues, Ouvrages, Articles de journaux, Périodiques, Encyclopédies, Partis politiques	229
8.2	Rapports, Décrets et lois juridiques	236
<b>9.</b>	<b>Liste des Annexes</b>	<b>239</b>